



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

---

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

---

2010/0210(COD)

27.5.2011

\*\*\*I

## PROJET DE RAPPORT

sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier  
(COM(2010)0379 – C7-0180/2010 – 2010/0210(COD))

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Rapporteur: Claude Moraes

Rapporteurs pour avis (\*):  
Sergio Gaetano Cofferati, commission de l'emploi et des affaires sociales

(\*) Commissions associées – article 50 du règlement

### ***Légende des signes utilisés***

- \* Procédure de consultation
- \*\*\* Procédure d'approbation
- \*\*\*I Procédure législative ordinaire (première lecture)
- \*\*\*II Procédure législative ordinaire (deuxième lecture)
- \*\*\*III Procédure législative ordinaire (troisième lecture)

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d'acte.)

### ***Amendements à un projet d'acte***

Dans les amendements du Parlement, les modifications apportées au projet d'acte sont marquées en ***italique gras***. Le marquage en *italique maigre* est une indication à l'intention des services techniques qui concerne des éléments du projet d'acte pour lesquels une correction est proposée en vue de l'élaboration du texte final (par exemple éléments manifestement erronés ou manquants dans une version linguistique). Ces suggestions de correction sont subordonnées à l'accord des services techniques concernés.

L'en-tête de tout amendement relatif à un acte existant, que le projet d'acte entend modifier, comporte une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l'acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée. Les parties reprises d'une disposition d'un acte existant que le Parlement souhaite amender, alors que le projet d'acte ne l'a pas modifiée, sont marquées en **gras**. D'éventuelles suppressions concernant de tels passages sont signalées comme suit: [...].

## SOMMAIRE

	<b>Page</b>
PROJET DE RÉOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN.....	5
EXPOSÉ DES MOTIFS.....	45



## PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

**sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier**

**(COM(2010)0379 – C7-0180/2010 – 2010/0210(COD))**

**(Procédure législative ordinaire: première lecture)**

*Le Parlement européen,*

- vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2010)0379),
  - vu l'article 294, paragraphe 2, et l'article 79, paragraphe 2, points a) et b), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C7-0180/2010),
  - vu l'article 294, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
  - vu les avis motivés présentés, dans le cadre du protocole (n° 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, par le Conseil national autrichien, le Conseil fédéral autrichien, la Chambre des députés tchèque, le Sénat tchèque, le Sénat néerlandais et la Chambre néerlandaise des représentants, selon lesquels le projet d'acte législatif ne respecte pas le principe de subsidiarité,
  - vu l'avis du Comité économique et social européen du 4 mai 2011<sup>1</sup>,
  - vu l'avis du Comité des régions du 31 mars 2011<sup>2</sup>,
  - vu l'article 55 de son règlement,
  - vu le rapport de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et les avis de la commission de l'emploi et des affaires sociales et de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (A7-0000/2011),
1. arrête la position en première lecture figurant ci-après;
  2. demande à la Commission de le saisir à nouveau, si elle entend modifier de manière substantielle sa proposition ou la remplacer par un autre texte;
  3. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlements nationaux.

---

<sup>1</sup> Non encore paru au Journal officiel.

<sup>2</sup> Non encore paru au Journal officiel.

## Amendement 1

### Proposition de directive Considérant 5

#### *Texte proposé par la Commission*

(5) Le programme de Stockholm, adopté par le Conseil européen lors de sa réunion des 10 et 11 décembre 2009, reconnaît que l'immigration de main-d'œuvre peut contribuer à accroître la compétitivité et la vitalité de l'économie, et que, vu les défis démographiques considérables auxquels l'Union sera confrontée à l'avenir, avec notamment une demande croissante de main-d'œuvre, des politiques d'immigration empreintes de souplesse seront d'un grand apport pour le développement et les performances économiques à long terme de l'Union. Il invite la Commission européenne et le Conseil européen à poursuivre la mise en œuvre du programme d'action relatif à l'immigration légale<sup>6</sup>.

#### *Amendement*

(5) Le programme de Stockholm, adopté par le Conseil européen lors de sa réunion des 10 et 11 décembre 2009, reconnaît que l'immigration de main-d'œuvre peut contribuer à accroître la compétitivité et la vitalité de l'économie, et que, vu les défis démographiques considérables auxquels l'Union sera confrontée à l'avenir, avec notamment une demande croissante de main-d'œuvre, des politiques d'immigration empreintes de souplesse seront d'un grand apport pour le développement et les performances économiques à long terme de l'Union. ***Le programme insiste également sur l'importance de garantir un traitement équitable des ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire des États membres et de tirer le meilleur parti du lien existant entre immigration et développement.*** Il invite la Commission européenne et le Conseil européen à poursuivre la mise en œuvre du programme d'action relatif à l'immigration légale<sup>6</sup>.

Or. en

#### *Justification*

*Le programme de Stockholm comporte également des chapitres importants sur les droits des ressortissants des pays tiers et sur le lien existant entre immigration et développement, qui présentent un intérêt considérable pour cette directive.*

## Amendement 2

### Proposition de directive Considérant 6

#### *Texte proposé par la Commission*

(6) La présente directive doit contribuer à

PE464.960v02-00

#### *Amendement*

(6) La présente directive doit contribuer à

6/48

PR\869849FR.doc

la bonne gestion des flux migratoires en ce qui concerne la catégorie spécifique de l'immigration temporaire saisonnière, en établissant des règles équitables et transparentes en matière d'admission et de séjour, tout en fournissant les incitations et les garanties permettant d'éviter qu'un séjour **temporaire ne se transforme en séjour permanent**. De plus, les règles définies par la directive 2009/52/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier<sup>7</sup> contribuera à éviter que le séjour temporaire ne devienne un séjour irrégulier.

la bonne gestion des flux migratoires en ce qui concerne la catégorie spécifique de l'immigration temporaire saisonnière, en établissant des règles équitables et transparentes en matière d'admission et de séjour, tout en fournissant les incitations et les garanties permettant d'éviter ***tout dépassement de la durée de*** séjour ***autorisée***. De plus, les règles définies par la directive 2009/52/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier<sup>7</sup> contribuera à éviter que le séjour temporaire ne devienne un séjour irrégulier.

Or. en

#### *Justification*

*Étant donné que cette disposition, dans les amendements suivants, vise à ce que les ressortissants de pays tiers demeurent dans l'Union européenne s'ils y sont autorisés, il n'est pas opportun d'employer l'expression "éviter qu'un séjour temporaire ne se transforme en séjour permanent". Parler de "prévention contre le dépassement de la durée de séjour autorisée" est plus juste.*

### **Amendement 3**

#### **Proposition de directive**

#### **Considérant 6 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(6 bis) Les États membres devraient mettre en œuvre les dispositions de la présente directive sans faire de discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un***

*handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle conformément, en particulier, à la directive du Conseil 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique<sup>1</sup>, et à la directive du Conseil 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail<sup>2</sup>;*

---

<sup>1</sup> JO L 180 du 19.7.2000, p. 22.

<sup>2</sup> JO L 303 du 2.12.2000, p. 16.

Or. en

#### *Justification*

*Tout comme pour d'autres directives déjà adoptées dans le domaine de l'immigration, comme la directive relative au droit au regroupement familial et la directive relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, la présente directive devrait comporter un considérant standard sur la non discrimination.*

#### **Amendement 4**

##### **Proposition de directive** **Considérant 10**

###### *Texte proposé par la Commission*

(10) Les activités soumises au rythme des saisons concernent généralement des secteurs tels que l'agriculture, pendant la période de plantation ou de récolte, ou le tourisme, pendant la période des vacances.

###### *Amendement*

(10) Les activités soumises au rythme des saisons concernent généralement des secteurs tels que l'agriculture *et l'horticulture*, pendant la période de plantation ou de récolte, ou le tourisme, pendant la période des vacances.

Or. en

#### *Justification*

*Le secteur horticole est également soumis au rythme des saisons et dans certains États membres, il ne relève pas de la catégorie "agriculture". Il convient donc d'indiquer*



*explicitement que ce secteur relève du champ d'application de la présente directive.*

## **Amendement 5**

### **Proposition de directive**

#### **Considérant 11**

##### *Texte proposé par la Commission*

(11) Il ne devrait être possible d'introduire une demande d'admission en tant que travailleur saisonnier que ***lorsque*** le demandeur réside en dehors du territoire des États membres.

##### *Amendement*

(11) Il devrait être possible d'introduire une demande d'admission en tant que travailleur saisonnier, que le demandeur réside ***à l'intérieur ou*** en dehors du territoire des États membres.

Or. en

##### *Justification*

*Afin de garantir le traitement exhaustif de la question du travail saisonnier, la présente directive devrait également s'appliquer aux ressortissants de pays tiers résidant déjà dans l'Union européenne mais qui ne sont pas autorisés à travailler en vertu de la législation actuelle.*

## **Amendement 6**

### **Proposition de directive**

#### **Considérant 11 bis (nouveau)**

##### *Texte proposé par la Commission*

##### *Amendement*

***(11 bis) Les ressortissants des pays tiers qui résident illégalement dans l'Union européenne devraient avoir la possibilité de solliciter un permis de travail saisonnier pour une période transitoire suivant la transposition de la présente directive.***

Or. en

##### *Justification*

*La présente directive ne devrait pas faire litière de la situation actuelle dans le secteur du travail saisonnier, où de nombreux ressortissants de pays tiers travaillent illégalement et*

*dans des conditions d'exploitation. Par conséquent, les ressortissants de pays tiers en situation irrégulière devraient, pour une période transitoire, pouvoir solliciter un permis de travail saisonnier au titre de la présente directive.*

## **Amendement 7**

### **Proposition de directive Considérant 12**

#### *Texte proposé par la Commission*

(12) La directive ne devrait pas ***affecter***, le cas échéant, ***les*** droits ***octroyés aux*** ressortissants de pays tiers se trouvant déjà en séjour régulier dans un État membre pour y travailler.

#### *Amendement*

(12) La directive ne devrait pas ***nuire***, le cas échéant, ***aux*** droits ***des*** ressortissants de pays tiers se trouvant déjà en séjour régulier dans un État membre pour y travailler.

Or. en

#### *Justification*

*Il s'agit là d'un amendement technique visant à établir plus clairement que la présente directive ne devrait pas nuire aux droits des ressortissants de pays tiers se trouvant déjà en séjour régulier dans un État membre pour y travailler.*

## **Amendement 8**

### **Proposition de directive Considérant 13**

#### *Texte proposé par la Commission*

(13) Il convient que la présente directive prévoie un régime d'entrée souple, fondé sur la demande et sur des critères objectifs, tels qu'un contrat de travail valable ou une offre d'emploi ferme précisant ***le niveau de rémunération applicable aux travailleurs saisonniers dans le secteur concerné.***

#### *Amendement*

(13) Il convient que la présente directive prévoie un régime d'entrée souple, fondé sur la demande et sur des critères objectifs, tels qu'un contrat de travail valable ou une offre d'emploi ferme précisant ***les aspects essentiels du contrat ou de la relation de travail.***

Or. en

#### *Justification*

*Les autorités compétentes devraient être en mesure de garantir que tous les aspects du*

*contrat ou de la relation de travail respectent pleinement les dispositions établies par la présente directive, en particulier en ce qui concerne l'égalité de traitement avec les citoyens de l'État membre d'accueil, tel qu'énoncé à l'article 16.*

## **Amendement 9**

### **Proposition de directive Considérant 16**

#### *Texte proposé par la Commission*

(16) Il convient de limiter la durée du séjour à une période maximale ***par année civile***, ce qui, avec la définition du travail saisonnier, doit garantir que le travail revêt véritablement un caractère saisonnier. Il importe de prévoir la possibilité, pendant la durée maximale de séjour, de prolonger le contrat ou de changer d'employeur. Ceci devrait permettre de diminuer le risque d'abus auquel les travailleurs saisonniers peuvent être confrontés s'ils sont liés à un seul employeur, tout en offrant une réponse souple aux véritables besoins de main-d'œuvre des employeurs.

#### *Amendement*

(16) Il convient de limiter la durée du séjour à une période maximale ***de six mois sur une période de douze mois***, ce qui, avec la définition du travail saisonnier, doit garantir que le travail revêt véritablement un caractère saisonnier. Il importe de prévoir la possibilité, pendant la durée maximale de séjour, de prolonger le contrat ou de changer d'employeur. Ceci devrait permettre de diminuer le risque d'abus auquel les travailleurs saisonniers peuvent être confrontés s'ils sont liés à un seul employeur, tout en offrant une réponse souple aux véritables besoins de main-d'œuvre des employeurs.

Or. en

#### *Justification*

*La période maximale devrait courir sur 12 mois plutôt que sur une année civile, afin de couvrir la saison hivernale, qui ne cadre pas avec l'année civile.*

## **Amendement 10**

### **Proposition de directive Considérant 17 bis (nouveau)**

#### *Texte proposé par la Commission*

#### *Amendement*

***(17 bis) Les États membres devraient prévoir des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives à l'encontre des employeurs quand ceux-ci manquent à leurs obligations en vertu de la présente***

*directive.*

Or. en

*Justification*

*Comme le prévoit la proposition de la Commission, et afin de contribuer à garantir une application correcte des dispositions de la présente directive, les employeurs qui ne respectent pas leurs obligations devraient faire l'objet de sanctions. Compte tenu de l'importance du sujet, il convient de lui accorder un considérant à part.*

**Amendement 11**

**Proposition de directive**  
**Considérant 18**

*Texte proposé par la Commission*

(18) Il conviendrait d'établir un ensemble de règles régissant la procédure d'examen des demandes d'admission en tant que travailleur saisonnier. Cette procédure devrait être efficace et gérable par rapport à la charge de travail normale des administrations des États membres, ainsi que transparente et équitable afin d'offrir suffisamment de sécurité juridique aux personnes concernées.

*Amendement*

(18) Il conviendrait d'établir un ensemble de règles régissant la procédure d'examen des demandes d'admission en tant que travailleur saisonnier. Cette procédure devrait être efficace et gérable par rapport à la charge de travail normale des administrations des États membres, ainsi que transparente et équitable afin d'offrir suffisamment de sécurité juridique aux personnes concernées. ***Toute décision de rejet devrait être dûment motivée et fournir des informations sur les voies de recours.***

Or. en

*Justification*

*Conformément aux dispositions contenues à l'article 13, paragraphe 3, il devrait être clairement indiqué que le rejet de toute demande devra être motivé, et que les voies de recours devront être indiquées.*

## Amendement 12

### Proposition de directive Considérant 19 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(19 bis) Tout ressortissant d'un pays tiers en possession d'un document de voyage en cours de validité et d'un permis de travail saisonnier délivré au titre de la présente directive par un État membre respectant pleinement l'acquis de Schengen, devrait être autorisé à pénétrer et à circuler librement sur le territoire des États membres respectant intégralement l'acquis de Schengen et ce, pour une période maximale de trois mois, conformément au règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen)<sup>1</sup>, et à l'article 21 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes<sup>2</sup> (Convention d'application de l'Accord de Schengen).***

---

<sup>1</sup> JO L 105 du 13.4.2006, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 239 du 22.9.2000, p. 19.

Or. en

### *Justification*

*Il devrait être indiqué clairement que les ressortissants de pays tiers devront être autorisés, en vertu de la législation de l'Union européenne en vigueur, à se déplacer dans d'autres États membres pour une durée maximale de trois mois.*

## Amendement 13

### Proposition de directive

#### Considérant 22 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(22 bis) Afin de garantir la mise en œuvre correcte de la présente directive et, en particulier, des dispositions en matière de droits, de conditions de travail et de logement, les États membres devraient veiller à ce que des mécanismes de contrôle appropriés soient mis en place afin que des inspections efficaces et adéquates soient réalisées sur leur territoire. En vue d'une efficacité croissante de ces inspections, les États membres devraient veiller à ce que la législation nationale octroie des pouvoirs et des ressources adéquats aux autorités compétentes pour procéder aux inspections, pour que les résultats des précédentes inspections soient recueillis et traités en vue d'une application correcte de la présente directive, et que suffisamment de personnel doté des compétences et des qualifications nécessaires soit disponible pour effectuer efficacement les inspections.*

Or. en

#### *Justification*

*Un système efficace de contrôle et d'inspections est nécessaire afin de garantir que les droits des travailleurs saisonniers et que les dispositions de la présente directive seront pleinement respectés pendant la totalité du séjour.*

## Amendement 14

### Proposition de directive

#### Considérant 23

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

(23) Afin d'assurer le respect de la présente

(23) Pour faciliter l'exécution **de la**

directive, des tiers désignés tels que des syndicats ou d'autres associations devraient être autorisés à introduire des plaintes, de manière à garantir l'application effective de la directive. Cette faculté est jugée nécessaire pour traiter les situations dans lesquelles les travailleurs saisonniers ignorent l'existence de dispositifs de mise en œuvre ou hésitent à y recourir en leur nom propre, du fait des conséquences possibles.

***présente directive, des mécanismes efficaces devraient être mis en place pour permettre aux ressortissants de pays tiers concernés de porter plainte directement ou par l'intermédiaire de tiers désignés, tels que des organisations syndicales ou d'autres associations.*** Cette faculté est jugée nécessaire pour traiter les situations dans lesquelles les travailleurs saisonniers ignorent l'existence de dispositifs de mise en œuvre ou hésitent à y recourir en leur nom propre, du fait des conséquences possibles. ***Il devrait également exister une protection judiciaire adéquate contre la victimisation des travailleurs saisonniers à la suite de l'introduction d'une plainte.***

Or. en

#### *Justification*

*Compte tenu de la vulnérabilité des travailleurs saisonniers à l'exploitation, il est essentiel de mettre en place des mécanismes efficaces afin que les travailleurs saisonniers puissent introduire une plainte directement ou par l'intermédiaire d'un tiers. La protection contre la victimisation des travailleurs saisonniers introduisant une plainte est fondamentale si l'on veut que le mécanisme de plainte constitue une solution réaliste et que les travailleurs saisonniers vulnérables soient protégés.*

#### **Amendement 15**

##### **Proposition de directive Considérant 24**

###### *Texte proposé par la Commission*

(24) Ces objectifs, à savoir l'instauration d'une procédure spéciale d'admission ***et*** l'adoption de conditions sur l'entrée et le séjour à des fins de travail saisonnier par des ressortissants de pays tiers, ne pouvant pas être réalisés d'une manière suffisante par les États membres et pouvant donc être mieux atteints au niveau de l'Union, l'Union peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union

###### *Amendement*

(24) Ces objectifs, à savoir l'instauration d'une procédure spéciale d'admission, l'adoption de conditions sur l'entrée et le séjour à des fins de travail saisonnier par des ressortissants de pays tiers ***et la définition de leurs droits en tant que travailleurs saisonniers***, ne pouvant pas être réalisés d'une manière suffisante par les États membres et pouvant donc être mieux atteints au niveau de l'Union, l'Union peut prendre des mesures,

européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé au même article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé au même article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Or. en

#### *Justification*

*Conformément à l'article 1 de la proposition, l'un des objectifs essentiels de la présente directive consiste à définir un ensemble de droits communs pour les travailleurs saisonniers. Il convient donc d'en faire mention dans ce considérant.*

### **Amendement 16**

#### **Proposition de directive Considérant 25**

##### *Texte proposé par la Commission*

(25) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus, en particulier par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,

##### *Amendement*

(25) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus, en particulier par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ***conformément à l'article 6 du traité UE***,

Or. en

#### *Justification*

*Il est important de faire référence à l'article 6 du traité UE car il établit que la charte a la même valeur juridique que les traités.*



## Amendement 17

### Proposition de directive Article 2 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers qui résident en dehors du territoire des États membres et qui introduisent une demande d'admission sur le territoire d'un État membre aux fins d'un emploi de travailleur saisonnier.

#### *Amendement*

1. La présente directive s'applique:

*a) aux ressortissants de pays tiers qui résident en dehors du territoire des États membres et qui introduisent une demande d'admission sur le territoire d'un État membre aux fins d'un emploi de travailleur saisonnier;*

*b) aux ressortissants de pays tiers qui résident légalement sur le territoire d'un État membre et qui introduisent une demande de permis de travailleur saisonnier dans l'État membre en question;*

*c) aux ressortissants de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale dans un État membre au titre de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts<sup>1</sup>, et dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive.*

---

<sup>1</sup> JO L 304 du 30.9.2004, p. 12.

Or. en

### *Justification*

*Afin de garantir une approche exhaustive du travail saisonnier, la présente directive devrait également s'appliquer aux ressortissants de pays tiers résidant déjà dans l'Union européenne mais qui ne sont pas autorisés à travailler en vertu de la législation actuelle, y compris les demandeurs d'asile qui n'ont pas accès au marché du travail, conformément à la directive 2003/9/CE du Conseil.*

### **Amendement 18**

#### **Proposition de directive**

#### **Article 2 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***1 bis. Pendant une période de deux ans suivant la transposition de la présente directive par les États membres, cette dernière s'applique aux ressortissants de pays tiers présents sur le territoire d'un État membre mais qui ne remplissent pas ou plus les conditions à respecter pour séjourner ou résider dans cet État membre, et qui y introduisent une demande de permis de travail saisonnier.***

Or. en

### *Justification*

*La présente directive ne devrait pas faire litière de la situation actuelle dans le secteur du travail saisonnier, où de nombreux ressortissants de pays tiers travaillent illégalement et dans des conditions d'exploitation. Par conséquent, les ressortissants des pays tiers en situation irrégulière devraient, pour une période transitoire, pouvoir solliciter un permis de travail saisonnier au titre de la présente directive.*

### **Amendement 19**

#### **Proposition de directive**

#### **Article 2 – paragraphe 1 ter (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***1 ter. La présente directive ne s'applique pas aux ressortissants de pays tiers:***

*a) qui bénéficient d'une protection internationale au titre de la directive 2004/83/CE;*

*b) qui sont autorisés à résider dans un État membre sur la base d'une protection temporaire ou qui ont introduit une demande de permis de résidence sur cette base, et qui attendent qu'une décision soit prise sur leur statut;*

*c) qui font partie de la famille de citoyens de l'Union européenne ayant exercé leur droit de libre circulation dans l'Union, conformément à la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres<sup>1</sup>;*

*d) qui bénéficient du statut de résident de longue durée dans un État membre, conformément à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée<sup>2</sup>.*

---

<sup>1</sup> JO L 158 du 30.4.2004, p. 77.

<sup>2</sup> JO L 16 du 23.1.2004, p. 44.

Or. en

#### *Justification*

*Ces catégories de ressortissants de pays tiers ont un accès plus aisé au marché du travail, en vertu de la législation existante, que les travailleurs saisonniers potentiels ne l'auraient au titre de la présente directive. Ils doivent donc être exclus du champ d'application de cette dernière.*

## Amendement 20

### Proposition de directive

#### Article 2 – paragraphe 1 quater (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***1 quater. La présente directive s'applique aux secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et du tourisme. Les États membres peuvent décider d'étendre le champ d'application de la présente directive à d'autres activités soumises au rythme des saisons, pourvu que les partenaires sociaux donnent leur accord.***

Or. en

#### *Justification*

*Certaines activités des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et du tourisme sont saisonnières par nature, étant donné qu'elles connaissent des pics de besoin de main-d'œuvre. En effet, elles sont soumises au rythme des saisons (voir exemples cités au considérant 10). Compte tenu du vaste éventail de situations au sein des différents États membres, d'autres activités ne relevant pas de ces secteurs pourraient relever du champ d'application de la présente directive, à condition que les partenaires sociaux donnent leur accord à cette fin.*

## Amendement 21

### Proposition de directive

#### Article 3 – point b

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

b) "travailleur saisonnier": ressortissant d'un pays tiers qui ***conserve son domicile légal dans un pays tiers mais*** séjourne temporairement sur le territoire d'un État membre aux fins d'un emploi dans un secteur dont l'activité est soumise au rythme des saisons, sur la base d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée, conclu(s) directement entre le ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans un État membre;

b) "travailleur saisonnier": ressortissant d'un pays tiers qui séjourne temporairement sur le territoire d'un État membre aux fins d'un emploi dans un secteur dont l'activité est soumise au rythme des saisons, ***au sens de l'article 2, paragraphe 1 quater,*** sur la base d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée, conclu(s) directement entre le ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans un État membre;

*Justification*

*Il s'agit là d'un amendement technique visant à rendre le texte plus cohérent par rapport aux autres changements opérés concernant les définitions et le champ d'application.*

**Amendement 22**

**Proposition de directive**

**Article 3 – point c**

*Texte proposé par la Commission*

c) "activité soumise au rythme des saisons": activité liée à une certaine époque de l'année par une situation **ou** un événement pendant **lequel** les besoins de main-d'œuvre sont nettement supérieurs à ceux qui sont nécessaires dans le cadre des activités courantes;

*Amendement*

c) "activité soumise au rythme des saisons": activité liée à une certaine époque de l'année par une situation, un événement **ou d'une succession d'événements** pendant **lesquels** les besoins de main-d'œuvre sont **régulièrement et de façon prévisible** nettement supérieurs à ceux qui sont nécessaires dans le cadre des activités courantes;

*Justification*

*Une activité est considérée comme saisonnière si elle est strictement liée à une certaine période de l'année pendant laquelle la charge de travail est prévisible et régulièrement plus élevée que la normale.*

**Amendement 23**

**Proposition de directive**

**Article 4 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b bis) de la Charte sociale européenne du 18 octobre 1961 et de la Convention européenne relative au statut du travailleur migrant du 24 novembre 1977.***

### *Justification*

*Les États membres devraient pouvoir appliquer les dispositions des instruments internationaux auxquels ils sont partie et qui peuvent se révéler plus favorables aux travailleurs saisonniers.*

## **Amendement 24**

### **Proposition de directive**

#### **Article 4 – paragraphe 2**

##### *Texte proposé par la Commission*

2. La présente directive n'affecte pas le droit des États membres d'adopter ou de maintenir des dispositions plus favorables pour les **personnes auxquelles** elle s'applique, en ce qui concerne les articles 13 à 17 de la présente directive.

##### *Amendement*

2. La présente directive n'affecte pas le droit des États membres d'adopter ou de maintenir des dispositions plus favorables pour les **ressortissants de pays tiers auxquels** elle s'applique, en ce qui concerne les articles 13 à 17 de la présente directive.

Or. en

### *Justification*

*Il s'agit là d'un amendement technique visant à indiquer clairement que toute disposition plus favorable devrait viser spécifiquement les ressortissants de pays tiers (travailleurs saisonniers potentiels au sens de l'article 13 et travailleurs saisonniers au sens des articles 14 à 17).*

## **Amendement 25**

### **Proposition de directive**

#### **Article 5 – paragraphe 1 – point a**

##### *Texte proposé par la Commission*

a) un contrat de travail valable ou, selon les termes de la législation nationale, une offre d'emploi ferme, pour travailler en tant que travailleur saisonnier dans l'État membre concerné, auprès d'un employeur établi dans l'État membre, qui précise le montant de la rémunération et le nombre d'heures de travail hebdomadaire ou mensuel et, le cas échéant, les autres conditions de travail

##### *Amendement*

a) un contrat de travail valable ou, selon les termes de la législation nationale, une offre d'emploi ferme, pour travailler en tant que travailleur saisonnier dans l'État membre concerné, auprès d'un employeur établi dans l'État membre, qui précise **les aspects essentiels du contrat ou de la relation de travail, tel qu'établi à l'article 2 de la directive 91/533/CE du 14 octobre 1991,**

pertinentes;

*relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail<sup>1</sup>, conformément aux dispositions prévues à l'article 16 de la présente directive.*

---

<sup>1</sup> JO L 288 du 18.10.1991, p. 32.

Or. en

#### *Justification*

*Il s'agit de permettre aux autorités compétentes d'être en mesure de garantir que tous les aspects du contrat ou de la relation de travail, tels que définis par la législation de l'Union, respectent pleinement les dispositions établies par la présente directive, en particulier en ce qui concerne l'égalité de traitement avec les citoyens de l'État membre d'accueil, tel qu'énoncé à l'article 16.*

#### **Amendement 26**

##### **Proposition de directive**

##### **Article 5 – paragraphe 1 – point b**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b) un document de voyage en cours de validité, conformément à ce que prévoit la législation nationale. Les États membres peuvent exiger que la période de validité du document de voyage couvre au moins la durée du titre de séjour;***

***supprimé***

Or. en

#### *Justification*

*Les ressortissants de pays tiers ne devraient pas être contraints d'envoyer leur document de voyage aux autorités des États membres pendant la durée de la procédure, il suffit qu'ils soient en possession d'un tel document. Par ailleurs, afin de permettre que les immigrants illégaux résidant dans l'Union européenne puissent introduire une demande, cette obligation ne devrait concerner que les ressortissants de pays tiers résidant hors de l'Union.*

## Amendement 27

### Proposition de directive

#### Article 5 – paragraphe 1 – point d

*Texte proposé par la Commission*

d) la preuve qu'il dispose d'un logement, ***tel que prévu*** à l'article 14.

*Amendement*

d) la preuve qu'il dispose d'un logement, ***conformément aux dispositions établies*** l'article 14.

Or. en

*Justification*

*Il s'agit de permettre aux autorités compétentes de garantir que les travailleurs saisonniers bénéficieront d'un logement adéquat, tel que prévu à l'article 14.*

## Amendement 28

### Proposition de directive

#### Article 5 – paragraphe 1 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***1 bis. Les ressortissants de pays tiers résidant hors de l'Union européenne doivent être en possession d'un titre de voyage en cours de validité, conformément au droit national.***

Or. en

*Justification*

*Les ressortissants de pays tiers ne devraient pas être contraints d'envoyer leur document de voyage aux autorités des États membres pendant la durée de la procédure, il suffit qu'ils soient en possession d'un tel document. Par ailleurs, afin de permettre que les immigrants illégaux résidant dans l'Union européenne puissent introduire une demande, cette obligation ne devrait concerner que les ressortissants de pays tiers résidant hors de l'Union.*



## Amendement 29

### Proposition de directive Article 5 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Les États membres ***exigent*** que le travailleur saisonnier dispose de ressources suffisantes ***pendant son séjour*** pour subvenir à ses besoins ***sans recourir au système d'aide sociale de l'État membre concerné***.

#### *Amendement*

2. Les États membres ***peuvent exiger*** que le travailleur saisonnier dispose de ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins ***pendant les périodes de son séjour non couvertes par le contrat de travail***.

Or. en

#### *Justification*

*Étant donné que les travailleurs saisonniers devraient bénéficier d'une rémunération équivalente à celle des citoyens de l'Union européenne qui leur permette de subvenir à leurs propres besoins, aucune exigence supplémentaire ne devrait leur être imposée, sauf pour les périodes non couvertes par le contrat de travail.*

## Amendement 30

### Proposition de directive Article 6 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Les États membres peuvent vérifier si l'emploi vacant ne pourrait pas être occupé par des ***ressortissants nationaux ou*** de l'Union, ou par un ressortissant de pays tiers en séjour régulier dans l'État membre en question et qui est déjà sur le marché du travail dans cet État membre en vertu de la législation de l'UE ou nationale, et rejeter la demande.

#### *Amendement*

2. Les États membres peuvent vérifier si l'emploi vacant ne pourrait pas être occupé par des ***citoyens de l'État membre concerné, par d'autres citoyens*** de l'Union, ou par un ressortissant de pays tiers en séjour régulier dans l'État membre en question et qui est déjà sur le marché du travail dans cet État membre en vertu de la législation de l'Union européenne ou nationale, et rejeter la demande.

Or. en

#### *Justification*

*Il s'agit là d'un amendement d'ordre technique et linguistique visant à clarifier le sens de cette*

*disposition.*

## **Amendement 31**

### **Proposition de directive**

#### **Article 6 – paragraphe 3**

##### *Texte proposé par la Commission*

3. Les États membres ***peuvent rejeter une*** demande si l'employeur a été sanctionné conformément à la législation nationale pour travail non déclaré et/ou pour emploi illégal.

##### *Amendement*

3. Les États membres ***rejettent la*** demande si l'employeur, ***au cours de l'année ou des années précédant l'introduction de la demande:***

***a) a été sanctionné conformément à la législation nationale pour travail non déclaré et/ou pour emploi illégal,***

***b) a été sanctionné en vertu de l'article 12, paragraphe 2, ou***

***c) a manqué à ses obligations juridiques en matière de conditions de travail ou de droits du travail, telles que prévues par le droit national.***

Or. en

##### *Justification*

*Afin de protéger les travailleurs saisonniers et de décourager les pratiques d'emploi illégal, les dispositions de la présente directive ou le droit du travail en général devraient prévoir l'interdiction, pour les employeurs qui ne remplissent pas leurs obligations concernant le travail illégal, d'employer des travailleurs saisonniers pendant un an. Les États membres peuvent toutefois décider d'étendre cette période. Cette disposition est conforme à l'article 12 bis de la proposition telle que modifiée sur les sanctions contre les employeurs.*

## **Amendement 32**

### **Proposition de directive**

#### **Article 7 – paragraphe 2 – partie introductive**

##### *Texte proposé par la Commission*

2. Les États membres peuvent procéder au retrait ou refuser le renouvellement du

##### *Amendement*

2. Les États membres peuvent procéder au retrait ou refuser le renouvellement du

permis délivré en vertu de la présente directive dans les cas suivants:

permis délivré en vertu de la présente directive dans **tous** les cas suivants:

Or. en

*Justification*

*Les États membres devraient pouvoir procéder au retrait du permis dans les situations énoncées afin de protéger les travailleurs saisonniers et empêcher les pratiques d'emploi illégal. Toutefois, conformément au paragraphe 2 bis (AM 37), ce retrait ne devrait avoir lieu que s'il est effectué dans l'intérêt du travailleur saisonnier.*

**Amendement 33**

**Proposition de directive**

**Article 7 – paragraphe 2 – point a**

*Texte proposé par la Commission*

a) lorsque les conditions établies à l'article 5 ne sont pas ou ne sont plus remplies;

***ou***

*Amendement*

a) lorsque les conditions établies à l'article 5 ne sont pas ou ne sont plus remplies;

Or. en

*Justification*

*Voir justification à l'amendement 32.*

**Amendement 34**

**Proposition de directive**

**Article 7 – paragraphe 2 – point b**

*Texte proposé par la Commission*

***b) pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.***

*Amendement*

***b) l'employeur a été sanctionné conformément à la législation nationale pour travail non déclaré et/ou pour emploi illégal;***

Or. en

*Justification*

*Voir justification à l'amendement 32.*

**Amendement 35**

**Proposition de directive**

**Article 7 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b bis) l'employeur a été sanctionné en vertu de l'article 12, paragraphe 2;***

Or. en

*Justification*

*Voir justification à l'amendement 32.*

**Amendement 36**

**Proposition de directive**

**Article 7 – paragraphe 2 – point b ter (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b ter) l'employeur a manqué à ses obligations juridiques en matière de conditions de travail ou de droits du travail, telles que prévues par le droit national.***

Or. en

*Justification*

*Voir justification à l'amendement 32.*

## Amendement 37

### Proposition de directive

#### Article 7 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**2 bis. Les États membres peuvent procéder au retrait du permis de travail saisonnier ou en refuser le renouvellement uniquement sur la base des points b), b bis) et b ter) du paragraphe 2, à condition que l'objectif direct poursuivi réside dans la protection des intérêts du travailleur saisonnier.**

Or. en

#### *Justification*

*Conformément à l'amendement à l'article 7, paragraphe 2, les États membres devraient pouvoir procéder au retrait d'un permis de travail saisonnier ou en refuser le renouvellement dans certaines situations. Cependant, il doit être clairement précisé qu'un tel retrait ou refus ne peut survenir que s'il s'agit de servir les intérêts du travailleur saisonnier.*

## Amendement 38

### Proposition de directive

#### Article 8

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour mettre à disposition les informations sur les conditions d'entrée et de séjour, notamment les droits et tous les documents justificatifs exigés dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour et de travail sur le territoire d'un État membre en tant que travailleur saisonnier.

Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour mettre à la disposition **des travailleurs saisonniers potentiels et des employeurs** les informations sur les conditions d'entrée et de séjour, notamment les droits et **les garanties procédurales établies par la présente directive, ainsi que** tous les documents justificatifs exigés dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour et de travail sur le territoire d'un État membre en tant que travailleur saisonnier. **Ces informations sont exposées de façon simple et compréhensible.**

*Justification*

*Les informations intéressant les travailleurs saisonniers potentiels et les employeurs devraient être disponibles et leur permettre de choisir en toute connaissance de cause de postuler à un emploi de travailleur saisonnier ou de recruter des travailleurs saisonniers au titre de la présente directive.*

**Amendement 39**

**Proposition de directive**

**Article 8 – alinéa 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Lorsque des ressortissants de pays tiers reçoivent un permis de travail saisonnier, ce permis est accompagné d'informations écrites concernant leurs droits au titre de la présente directive, y compris en ce qui concerne les mécanismes de plainte. Ces informations sont exposées de façon simple et compréhensible.*

*Justification*

*La fourniture d'informations aux travailleurs saisonniers représente un outil important qui permet de les rendre moins vulnérables à l'exploitation. Il conviendrait d'établir une distinction entre les informations fournies aux travailleurs saisonniers éventuels (couverts par l'amendement précédent) et celles fournies aux ressortissants de pays tiers titulaires d'un permis de travail saisonnier. Au moment de recevoir leur permis, ces derniers devraient se voir remettre une brochure d'information concernant leurs droits au titre de la présente directive.*

**Amendement 40**

**Proposition de directive**

**Article 8 – alinéa 1 ter (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Les États membres devraient désigner des*

*points de contact nationaux et/ou locaux chargés de mettre les informations à la disposition des éventuels travailleurs saisonniers et de conseiller les travailleurs saisonniers quand ils le souhaitent, pendant la durée de leur séjour dans l'État membre concerné.*

Or. en

#### *Justification*

*La fourniture d'informations et de conseils aux travailleurs saisonniers représente un outil important qui permet de les rendre moins vulnérables à l'exploitation. Les États membres devraient donc prendre les mesures concrètes qui s'imposent pour y parvenir, y compris en prévoyant des points de contact tant pour les travailleurs saisonniers potentiels que pour les travailleurs saisonniers.*

#### **Amendement 41**

##### **Proposition de directive Article 9 – paragraphe 1**

###### *Texte proposé par la Commission*

1. Les États membres décident si une demande doit être présentée par le ressortissant de pays tiers ou par l'employeur.

###### *Amendement*

1. Les États membres décident si une demande doit être présentée par le ressortissant de pays tiers ou par **le ressortissant de pays tiers conjointement avec** l'employeur.

Or. en

#### *Justification*

*D'une manière générale, les ressortissants de pays tiers devraient participer au processus de demande afin de garantir qu'ils sont pleinement conscients de leurs droits et de leurs obligations au titre de la présente directive. Il ne s'agit pas, cependant, d'empêcher l'employeur de faciliter ce processus.*

## Amendement 42

### Proposition de directive Article 9 – paragraphe 4

#### *Texte proposé par la Commission*

4. L'État membre concerné accorde au ressortissant de pays tiers dont la demande d'admission a été acceptée toute facilité pour obtenir le visa exigé.

#### *Amendement*

4. L'État membre concerné accorde au ressortissant de pays tiers dont la demande d'admission a été acceptée toute facilité pour obtenir le visa exigé, **à condition que toutes les conditions prévues par le droit national ou la législation de l'Union européenne soient remplies.**

Or. en

#### *Justification*

*Les ressortissants de pays tiers ayant obtenu un permis de travail saisonnier devraient se voir accorder un visa, à moins que la législation de l'Union ou la législation nationale en la matière n'en disposent autrement pour des raisons particulières.*

## Amendement 43

### Proposition de directive Article 10 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. **Pour les séjours supérieurs à trois mois, un** permis de travail saisonnier est délivré aux travailleurs saisonniers qui remplissent les critères établis à l'article 5 et pour lesquels les autorités compétentes ont pris une décision favorable.

#### *Amendement*

1. **Un** permis de travail saisonnier est délivré aux travailleurs saisonniers qui remplissent les critères établis à l'article 5 et pour lesquels les autorités compétentes ont pris une décision favorable.

Or. en

#### *Justification*

*Afin d'éviter que ne coexistent deux catégories de travailleurs saisonniers jouissant de droits différents en fonction de la durée de leur séjour, tous les travailleurs saisonniers devraient se voir accorder un permis de travail saisonnier.*



## Amendement 44

### Proposition de directive Article 11 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. Les travailleurs saisonniers sont autorisés à séjourner pendant une période maximale de six mois **par année civile**, à la suite de laquelle ils doivent retourner dans un pays tiers.

#### *Amendement*

1. Les travailleurs saisonniers sont autorisés à séjourner pendant une période maximale de six mois **pendant une période de douze mois**, à la suite de laquelle ils doivent retourner dans un pays tiers, **à moins qu'ils n'aient le droit de demeurer sur le territoire d'un État membre.**

Or. en

#### *Justification*

*La période maximale devrait couvrir sur 12 mois plutôt que sur une année civile, afin de couvrir la saison hivernale, qui ne cadre pas avec l'année civile. En outre, le cas des travailleurs saisonniers pouvant être autorisés à demeurer dans l'État membre en vertu d'un autre permis ou d'un visa, et ne sont donc pas tenus de retourner dans leur pays d'origine, devrait être prévu.*

## Amendement 45

### Proposition de directive Article 11 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, et sous réserve que les critères énoncés à l'article 5 soient remplis, les travailleurs saisonniers sont autorisés à prolonger leur contrat ou à être embauchés en tant que travailleurs saisonniers par un autre employeur.

#### *Amendement*

2. Pendant la période **de six mois** mentionnée au paragraphe 1, et sous réserve que les critères énoncés à l'article 5 soient remplis, les travailleurs saisonniers sont autorisés à prolonger leur contrat ou à être embauchés en tant que travailleurs saisonniers par un autre employeur. **Ils peuvent être autorisés à demeurer sur le territoire de l'État membre concerné pendant qu'ils recherchent un emploi auprès d'un autre employeur.**

Or. en

### *Justification*

*La période à laquelle il est fait référence devrait être précisée dans cet article et il convient également d'indiquer que les travailleurs saisonniers ne sont pas tenus de retourner dans leur pays d'origine pendant qu'ils recherchent un nouvel emploi, conformément aux dispositions de cet article.*

### **Amendement 46**

#### **Proposition de directive**

#### **Article 12 – paragraphe 1 – point a**

##### *Texte proposé par la Commission*

a) délivrent, sur demande, jusqu'à trois permis de travail saisonnier couvrant jusqu'à trois saisons consécutives, dans le cadre d'un seul acte administratif ("permis de travail plurisaisonnier"),

##### *Amendement*

a) délivrent ***aux ressortissants de pays tiers***, sur demande, jusqu'à trois permis de travail saisonnier couvrant jusqu'à trois saisons consécutives, dans le cadre d'un seul acte administratif ("permis de travail plurisaisonnier"), ***sans préjudice de la durée maximale de séjour établie à l'article 11, paragraphe 1,***

Or. en

### *Justification*

*Cette modification établit clairement que la référence faite dans cet article aux trois saisons consécutives ne permettrait pas aux travailleurs saisonniers de demeurer pendant dix-huit mois consécutifs, étant donné que la durée maximale de séjour est de six mois par période de douze mois.*

### **Amendement 47**

#### **Proposition de directive**

#### **Article 12 – paragraphe 2 – point a**

##### *Texte proposé par la Commission*

2. Les États membres prévoient:

##### *Amendement*

2. Les États membres prévoient qu'un ressortissant de pays tiers qui n'a pas respecté les obligations découlant de la décision d'admission pendant un précédent séjour en tant que travailleur saisonnier, et notamment à l'obligation de retourner dans un pays tiers à l'expiration du permis ***de***

***travail saisonnier***, sera exclu de l'admission en tant que travailleur saisonnier pendant une ou plusieurs années ultérieures. ***Toute exclusion doit être proportionnée aux circonstances du cas examiné.***

a) qu'un ressortissant de pays tiers qui n'a pas respecté les obligations découlant de la décision d'admission pendant un précédent séjour en tant que travailleur saisonnier, et notamment à l'obligation de retourner dans un pays tiers à l'expiration du permis, sera exclu de l'admission en tant que travailleur saisonnier pendant une ou plusieurs années ultérieures;

Or. en

#### *Justification*

*L'exclusion des travailleurs saisonniers ne devrait pas être disproportionnée. Il convient de prendre en considération, par exemple, le cas d'un travailleur saisonnier qui aurait dépassé la durée de son permis d'un jour pour des raisons constituant des circonstances atténuantes avant de prendre toute décision d'exclusion.*

#### **Amendement 48**

##### **Proposition de directive**

##### **Article 12 – paragraphe 2 – point b**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b) qu'un employeur qui n'a pas respecté les obligations découlant du contrat de travail fera l'objet de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives. Ces employeurs sont exclus des mécanismes de demande de travailleurs saisonniers pendant une ou plusieurs années ultérieures.***

***supprimé***

Or. en

*(Le paragraphe 2 ter est déplacé sous l'article 12 bis (nouveau))*

*Justification*

*L'article 12 porte sur la facilitation de la réentrée des travailleurs saisonniers, et non sur les sanctions, c'est pourquoi il serait plus approprié de créer une disposition distincte sur les sanctions réservées aux employeurs.*

**Amendement 49**

**Proposition de directive**

**Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***2 bis. Les États membres déterminent les conditions auxquelles les travailleurs saisonniers peuvent introduire une demande de permis de séjour d'une durée plus longue.***

Or. en

*Justification*

*Les travailleurs saisonniers ayant passé un certain nombre de saisons à travailler dans un État membre devraient avoir la possibilité de solliciter un permis de séjour d'une durée plus longue et d'acquérir ainsi un statut plus permanent.*

**Amendement 50**

**Proposition de directive**

**Article 12 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***Article 12 bis***

***Sanctions contre les employeurs***

***1. Tout employeur n'ayant pas respecté les obligations découlant de la présente directive fera l'objet de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives. Ces employeurs sont exclus des mécanismes de demande de travailleurs saisonniers pendant une ou plusieurs années ultérieures.***

**2. Les États membres veillent à ce qu'en cas de retrait de permis de travail saisonnier en vertu du point b), b bis) ou b ter) de l'article 7, paragraphe 2, le travailleur saisonnier ait droit au versement d'un niveau adéquat de compensation de la part de l'employeur, et à ce que des mécanismes aient été mis en place afin de procéder à un tel versement.**

Or. en

*(Article 12, paragraphe 2 – point b déplacé sous l'article 12 bis)*

#### *Justification*

*L'article 12 porte sur la facilitation de la réentrée des travailleurs saisonniers, et non sur les sanctions, c'est pourquoi il serait plus approprié de créer une disposition distincte sur les sanctions réservées aux employeurs. En outre, compte tenu de la situation de vulnérabilité des travailleurs saisonniers, ceux-ci devraient percevoir une compensation dans le cas où leur permis leur serait retiré à cause d'un manquement de l'employeur à ses obligations juridiques.*

#### **Amendement 51**

##### **Proposition de directive**

##### **Article 13 – paragraphe 1**

###### *Texte proposé par la Commission*

1. Les autorités compétentes de l'État membre se prononcent sur la demande et informent par écrit le demandeur de leur décision, conformément aux procédures de notification prévues par la législation nationale de l'État membre, dans les **30 jours** suivant la date de soumission de la demande complète.

###### *Amendement*

1. Les autorités compétentes de l'État membre se prononcent sur la demande **en se fondant sur les dispositions établies aux articles 5 et 6** et informent par écrit le demandeur de leur décision, conformément aux procédures de notification prévues par la législation nationale de l'État membre, dans les **60 jours** suivant la date de soumission de la demande complète.

Or. en

#### *Justification*

*Les autorités des États membres devraient disposer d'un délai suffisant pour traiter les demandes et procéder aux vérifications nécessaires. Le délai devrait donc être augmenté pour*

*passer à soixante jours.*

## **Amendement 52**

### **Proposition de directive Article 13 – paragraphe 2**

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Si les informations fournies à l'appui de la demande sont **insuffisantes**, les autorités compétentes informent le demandeur, dans un délai raisonnable, des informations supplémentaires qui sont requises et fixent un délai raisonnable pour leur communication.

#### *Amendement*

2. Si les informations ***ou les pièces*** fournies à l'appui de la demande sont ***incomplètes***, les autorités compétentes informent le demandeur, dans un délai raisonnable, des informations supplémentaires qui sont requises et fixent un délai raisonnable pour leur communication. ***Le délai prévu au paragraphe 1 peut être suspendu jusqu'à ce que les autorités aient reçu les informations supplémentaires demandées.***

Or. en

#### *Justification*

*Compte tenu des retards qu'entraînerait toute demande incomplète, il ne serait pas judicieux que le délai prévu au paragraphe 1 demeure inchangé dans une telle situation.*

## **Amendement 53**

### **Proposition de directive Article 14**

#### *Texte proposé par la Commission*

Les États membres doivent exiger des employeurs de travailleurs saisonniers qu'ils apportent la preuve que le travailleur saisonnier disposera d'un logement lui ***assurant*** des conditions de vie décentes. ***Lorsque les travailleurs saisonniers sont tenus de payer un loyer pour ce logement, celui-ci ne peut être excessif par rapport à leur rémunération.***

#### *Amendement*

***1.*** Les États membres doivent exiger des employeurs de travailleurs saisonniers qu'ils apportent la preuve que le travailleur saisonnier disposera d'un logement ***adéquat, conformément à la législation et à la pratique nationales, qui lui assure*** des conditions de vie décentes. ***Au minimum, un logement doit fournir à ses habitants un espace adéquat, les protéger des éléments et de toute autre menace pour leur santé, doit être sûr et bien entretenu,***

*et doit offrir les équipements essentiels pour la santé, la sécurité, les confort et l'alimentation, comme l'eau potable, les équipements de cuisine, de chauffage et d'éclairage, des équipements sanitaires et de toilette, ainsi que des moyens de stockage de la nourriture et des déchets. Le logement doit offrir l'accès aux services élémentaires.*

Or. en

*Justification*

*Le logement doit être adéquat, doit répondre aux exigences de la législation et de la pratique nationales et disposer d'un minimum d'équipements. Ces équipements minimaux sont conformes aux indicateurs définissant ce qu'est un logement adéquat, tels qu'établis par la commission des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies.*

**Amendement 54**

**Proposition de directive**

**Article 14 – alinéa 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Dans le cas où les travailleurs doivent payer un loyer pour un tel logement, le prix du loyer est fixé pour toute la durée de leur séjour et ne doit pas être excessif par rapport à leur rémunération nette et à la qualité du logement fourni.*

Or. en

*(Texte retiré de l'article 14 – paragraphe 1)*

*Justification*

*Exiger un loyer élevé par rapport à la rémunération nette d'un travailleur saisonnier ou à la qualité du logement fourni constitue un moyen permettant d'exploiter ces travailleurs. Il y a donc lieu d'empêcher une telle pratique.*

## **Amendement 55**

### **Proposition de directive Article 14 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

#### **Article 14 bis**

##### **Coûts**

***Les États membres exigent des employeurs de travailleurs saisonniers qu'ils assument:***

***a) les frais de voyage du travailleur saisonnier depuis son lieu d'origine jusqu'au lieu de travail dans l'État membre concerné, ainsi que son voyage de retour;***

***b) les frais de visa et, le cas échéant, tous frais de service liés au visa;***

***c) les coûts de l'assurance maladie visée à l'article 5, paragraphe 1, point c).***

Or. en

#### *Justification*

*Certains coûts sont directement liés à l'emploi saisonnier et doivent donc être assumés par les employeurs. Le paiement par l'employeur des frais de voyage facilitera le retour des travailleurs saisonniers vers leur lieu d'origine une fois leur permis arrivé à échéance.*

## **Amendement 56**

### **Proposition de directive Article 15 – titre**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

Droits attachés au permis de travail  
saisonnier/***visa***

Droits attachés au permis de travail  
saisonnier

Or. en



*Justification*

*Ce changement est nécessaire, compte tenu de l'amendement ci-dessus à l'article 10 – paragraphe 1, qui aurait pour conséquence que tous les travailleurs saisonniers recevraient un permis de travail saisonnier. La référence au visa est donc superflue.*

**Amendement 57**

**Proposition de directive**

**Article 16 – point 2 – alinéa 2**

*Texte proposé par la Commission*

Le droit à l'égalité de traitement visé au **paragraphe 2** est sans préjudice du droit de l'État membre de retirer ou de refuser de renouveler le permis conformément à l'article 7.

*Amendement*

Le droit à l'égalité de traitement visé au **présent article** est sans préjudice du droit de l'État membre de retirer ou de refuser de renouveler le permis conformément à l'article 7.

Or. en

*Justification*

*Il s'agit d'une modification technique visant à harmoniser le texte avec un amendement du rapporteur EMPL sur le reste de cet article, qui relève de la compétence exclusive de la commission EMPL.*

**Amendement 58**

**Proposition de directive**

**Article 16 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**Article 16 bis**

**Surveillance et inspections**

***Les États membres veillent à mettre en place et en œuvre des mécanismes appropriés de surveillance et à diligenter sur leur territoire des inspections propres à vérifier que les dispositions de la présente directive en matière de droits, de conditions de travail et de logement sont pleinement respectées pendant la totalité du séjour des travailleurs saisonniers sur***

*leur territoire.*

Or. en

*Justification*

*Un système efficace de contrôle et d'inspections est nécessaire afin de garantir que les droits des travailleurs saisonniers et que les dispositions de la présente directive seront pleinement respectés.*

**Amendement 59**

**Proposition de directive**

**Article 17 – alinéa -1 (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Les États membres veillent à mettre en place des mécanismes efficaces pour permettre aux ressortissants de pays tiers concernés de porter plainte, directement ou par l'intermédiaire de tiers qui, conformément aux critères établis par leur législation nationale, ont un intérêt légitime à veiller au respect de la présente directive, ou bien d'une autorité compétente de l'État membre si la législation nationale le prévoit.*

Or. en

*Justification*

*Compte tenu de la vulnérabilité des travailleurs saisonniers à l'exploitation, il est essentiel de mettre en place des mécanismes efficaces afin que les travailleurs saisonniers puissent porter plainte directement ou par l'intermédiaire d'un tiers.*

## Amendement 60

### Proposition de directive

#### Article 17 – alinéa 1 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***Les États membres adoptent les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs saisonniers contre tout licenciement ou tout autre traitement défavorable par l'employeur en réaction à une plainte formulée au niveau de l'entreprise ou à une action en justice visant à faire respecter la présente directive.***

Or. en

#### *Justification*

*La protection contre la victimisation des travailleurs saisonniers introduisant une plainte est fondamentale si l'on veut que le mécanisme de plainte constitue une solution réaliste et que les travailleurs saisonniers vulnérables soient protégés.*

## Amendement 61

### Proposition de directive

#### Article 18 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

1. Les États membres transmettent à la Commission des statistiques sur le nombre de permis de séjour ***et de visas*** délivrés pour la première fois ou renouvelés et, dans la mesure du possible, sur le nombre de permis de séjour ***et de visas*** à des fins de travail saisonnier retirés à des personnes qui sont des ressortissants de pays tiers, ventilés par nationalité, âge et sexe, durée de validité du permis et secteur économique.

1. Les États membres transmettent à la Commission des statistiques sur le nombre de permis de séjour et de visas délivrés pour la première fois ou renouvelés et, dans la mesure du possible, sur le nombre de permis de séjour à des fins de travail saisonnier retirés à des personnes qui sont des ressortissants de pays tiers, ventilés par nationalité, âge et sexe, durée de validité du permis et secteur économique.

Or. en

### *Justification*

*Ce changement est nécessaire, compte tenu de l'amendement ci-dessus à l'article 10 – paragraphe 1, qui aurait pour conséquence que tous les travailleurs saisonniers recevraient un permis de travail saisonnier. Les références aux visas sont donc superflues.*

# EXPOSÉ DES MOTIFS

## 1. Introduction

La communication de 2005 de la Commission sur "un programme d'action relatif à l'immigration légale" a proposé une directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier en considérant que "certains secteurs (...), où beaucoup d'immigrants travaillent illégalement dans des conditions précaires, ont régulièrement besoin de travailleurs saisonniers". La Commission a publié sa proposition en juillet 2010 dans un paquet de mesures comprenant également la proposition sur les détachements intragroupes.

Votre rapporteur est fermement convaincu que cette directive s'avère nécessaire pour empêcher l'exploitation des travailleurs saisonniers, surtout compte tenu des événements récents (notamment à Rosarno, en Italie et dans d'autres États membres).

En outre, la plupart des États membres ont couramment besoin de travailleurs saisonniers en provenance de l'extérieur de l'Union européenne et une structure permettant de gérer l'immigration au niveau de l'Union pourrait apporter une véritable valeur ajoutée. D'ailleurs, il faut remarquer que la mise en place de voies légales d'immigration peut réduire l'immigration clandestine ainsi que l'exploitation qui en découle souvent. Il s'avère également indispensable que cette directive veille de très près à l'égalité de traitement nécessaire sur le marché du travail de l'UE afin d'assurer le respect des conditions salariales et de travail. Votre rapporteur approuve dès lors cette proposition dans son ensemble tout en constatant que certains domaines doivent être considérablement renforcés.

## 2. Aperçu général de la proposition

Cette proposition prévoit une procédure accélérée, pour l'admission des ressortissants des pays tiers embauchés en tant que travailleurs saisonniers, qui repose sur une définition et des critères communs pour les travailleurs saisonniers. Cette proposition fixe les conditions selon lesquelles les travailleurs saisonniers se verraient délivrer un permis de travail et de séjour les autorisant à résider dans le pays pendant une durée maximale de six mois par année civile, et définit les droits des travailleurs saisonniers.

Certaines dispositions visent à mieux protéger les travailleurs saisonniers, ce dont votre rapporteur se félicite. Il s'agit notamment des dispositions suivantes:

- L'admission dépend de l'existence d'un contrat de travail ou d'une offre d'emploi ferme indiquant le salaire versé et les autres conditions de travail.
- Les employeurs doivent prouver que le travailleur saisonnier disposera d'un hébergement convenable pendant son séjour.
- Des tiers désignés, tels que les syndicats et les ONG, pourraient porter plainte au nom des travailleurs saisonniers afin de garantir l'application effective des règles.

Cette proposition prévoit également l'égalité de traitement avec les ressortissants nationaux quant à certains droits (article 16). Votre rapporteur, tout en étant conscient que la majeure partie de cet article relève de la compétence exclusive de la commission de l'emploi et des affaires sociales, considère que ces dispositions sont cruciales et qu'elles devraient encore être renforcées afin de garantir l'égalité de traitement.

### **3. Amendements essentiels**

Votre rapporteur, tout en reconnaissant que la proposition de la Commission contient des dispositions importantes, estime que cette proposition pourrait encore être renforcée si un certain nombre de modifications et d'ajouts, que contient le projet de rapport, lui étaient apportés. Ceux-ci comprennent:

#### Champ d'application

Le champ d'application de la proposition de la Commission inclut seulement les ressortissants de pays tiers résidant hors de l'Union européenne. Cependant, afin de garantir une approche exhaustive du travail saisonnier, la présente directive devrait également s'appliquer aux ressortissants de pays tiers résidant déjà dans l'Union européenne mais qui ne sont pas autorisés à travailler en vertu de la législation actuelle. En outre, la présente directive ne devrait pas faire litière de la situation actuelle dans le secteur du travail saisonnier, où de nombreux ressortissants de pays tiers travaillent illégalement et dans des conditions d'exploitation. Par conséquent, les ressortissants des pays tiers en situation irrégulière devraient, pour une période transitoire, pouvoir solliciter un permis de travail saisonnier au titre de la présente directive.

*S'agissant des secteurs relevant du champ d'application de la directive, certaines activités des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et du tourisme sont saisonnières par nature. Elles connaissent en effet des pics de besoin de main-d'œuvre du fait qu'elles sont soumises au rythme des saisons. Il devrait donc être indiqué clairement que ces secteurs relèvent du champ d'application de la présente directive. Cependant, compte tenu du vaste éventail de situations au sein des différents États membres, d'autres activités ne relevant pas de ces secteurs pourraient relever du champ d'application de la présente directive, à condition que les partenaires sociaux donnent leur accord à cette fin.*

#### Accès aux informations

La fourniture d'informations aux travailleurs saisonniers représente un outil important qui permet de les rendre moins vulnérables à l'exploitation. Par conséquent, les informations intéressant les travailleurs saisonniers potentiels et les employeurs devraient être disponibles et leur permettre de choisir en toute connaissance de cause de postuler à un emploi de travailleur saisonnier ou de recruter des travailleurs saisonniers. Par ailleurs, au moment de recevoir leur permis, les travailleurs saisonniers devraient se voir remettre une brochure d'information concernant leurs droits au titre de la présente directive. Enfin, des points de contact devraient être mis en place afin d'informer et de conseiller les travailleurs saisonniers.

### Permis de travail saisonnier

La proposition de la Commission prévoit la délivrance d'un visa en lieu et place du permis de travail saisonnier pour les séjours d'une durée inférieure à trois mois. Cependant, les raisons pour lesquelles cette disposition est nécessaire et, plus important, les raisons pour lesquelles les droits associés au permis de travail saisonnier s'appliquent aux personnes travaillant en vertu d'un visa n'apparaissent pas clairement. Par conséquent, afin d'éviter que ne coexistent deux catégories de travailleurs saisonniers jouissant de droits différents en fonction de la durée de leur séjour, tous les travailleurs saisonniers devraient se voir accorder un permis de travail saisonnier.

### Durée du séjour

Votre rapporteur appuie la disposition de la proposition de la Commission qui prévoit une durée maximale de séjour de six mois. On peut se demander si des périodes de séjour plus longues peuvent à juste titre être qualifiées de saisonnières, d'autant qu'elles peuvent donner lieu à des abus du système, au détriment des travailleurs saisonniers. En outre, la période maximale devrait courir sur 12 mois plutôt que sur une année civile, afin de couvrir la saison hivernale, qui ne cadre pas avec l'année civile. Enfin, le cas des travailleurs saisonniers pouvant être autorisés à demeurer dans l'État membre en vertu d'un autre permis ou d'un visa, et ne sont donc pas tenus de retourner dans leur pays d'origine, devrait être prévu.

### Sanctions contre les employeurs

Votre rapporteur estime qu'une disposition distincte concernant les sanctions contre les employeurs est nécessaire. En outre, compte tenu de la situation de vulnérabilité des travailleurs saisonniers, ceux-ci devraient percevoir une compensation dans le cas où leur permis leur serait retiré à cause d'un manquement de l'employeur à ses obligations juridiques.

La proposition de la Commission prévoit également, parmi les motifs de rejet d'une demande, de retrait ou de non renouvellement d'un permis de travail saisonnier, les cas où l'employeur a été sanctionné pour emploi illégal. Dans l'intérêt de la protection des travailleurs saisonniers, cette disposition devrait être étendue afin d'inclure des sanctions en cas de violation des dispositions de la présente directive et de violation des conditions de travail ou de la législation du travail. Cependant, compte tenu de la vulnérabilité des travailleurs saisonniers, un permis ne devrait être retiré dans de telles circonstances que si son retrait sert les intérêts des travailleurs.

### Hébergement

Votre rapporteur estime que la disposition exigeant des employeurs qu'ils apportent la preuve que les travailleurs saisonniers bénéficieront d'un logement adéquat constitue un élément positif de la proposition de la Commission. Cependant, cette disposition devrait être renforcée en faisant mention des exigences de la législation et de la pratique nationales ainsi que des normes minimales telles que les recommande la commission des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies. Par ailleurs, le prix du loyer ne devrait pas être excessif au regard de la qualité du logement et de la rémunération des travailleurs, et ne devrait pas être augmenté pendant le séjour d'un travailleurs saisonnier.

## Coûts

*Certains coûts directement liés à l'emploi saisonnier devraient être pris en charge par les employeurs, y compris les frais de voyage, de visa et d'assurance maladie pour les périodes non couvertes par le contrat de travail. Le paiement par l'employeur des frais de voyage facilitera le retour des travailleurs saisonniers vers leur lieu d'origine une fois leur permis arrivé à échéance.*

## Surveillance et inspections

La proposition ne contient aucune disposition en matière de surveillance ou d'inspections, thèmes que votre rapporteur considère comme essentiels si l'on veut garantir que les droits des travailleurs saisonniers et les dispositions de la présente directive sont pleinement respectés. Par conséquent, le projet de rapport comporte des amendements visant à garantir que les États membres mettent en place des mécanismes de surveillance et d'inspection.

## Simplification du dépôt des plaintes

Compte tenu de la vulnérabilité des travailleurs saisonniers à l'exploitation, il est essentiel de mettre en place des mécanismes efficaces afin qu'ils puissent porter plainte directement ou par l'intermédiaire d'un tiers. La proposition prévoit que des tiers peuvent porter plainte au nom des travailleurs saisonniers. Cependant, il y a lieu de renforcer cette disposition afin de veiller à ce que les États membres mettent en place des mécanismes effectifs par lesquels les travailleurs saisonniers ou des tiers peuvent porter plainte. En outre, la protection contre la victimisation est vitale si l'on veut faire de ce mécanisme une solution réaliste pour les travailleurs saisonniers ayant besoin de porter plainte mais qui se placeraient par là même dans une position de vulnérabilité vis-à-vis de leur employeur.